

Date : 04/06/2013

Réf : RELAUT/DEPUTE/1306-04

**MM. les Députés**

des départements de la région Auvergne

Assemblée Nationale

126 Rue de l'Université

**75355 PARIS 07 SP**

Objet : Décret n  2013-434 du 27 mai 2013 – date limite d'organisation de l'AG dossier suivi par Dominique Verdera (dverdera.mipss@orange.fr)

Madame la Députée, Monsieur le Député,

Est paru au Journal Officiel de la République Française du 29/05/13 (page 8826 texte n  9 – ref NOR AFSS1307892D) le décret n  2013-434 du 27/05/13, « *relatif à la convocation des assemblées générales des mutuelles et des unions soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel* ».

Sur le principe, nous émettons les plus vives réserves sur **l'utilité** d'un tel texte qui vient une fois de plus rogner la souveraineté de l'assemblée générale des **sociétés de personnes** que sont les mutuelles relevant du code de la mutualité.

Plus concrètement, nous souhaitons vous alerter sur **l'inapplicabilité de l'article 2** de ce décret qui stipule que, « *pour l'application de l'article R. 114-3 à l'examen des comptes de l'exercice 2012, le délai prévu à cet article est fixé au **31 octobre 2013*** ».

Nous espérons que vous serez sensible à nos arguments pragmatiques sur le sujet et souhaitons que vous interveniez rapidement pour faire modifier les dispositions de cet article 2.

En effet, **le fonctionnement de la démocratie** au sein d'une société de personnes impose quelques contraintes aux différents acteurs :

1. l'existence d'un planning de réunions déterminé à l'avance pour permettre aux élus concernés et aux acteurs extérieurs (commissaire aux comptes, par exemple) d'organiser leur emploi du temps **pour être présents aux réunions** ;
2. la date de l'assemblée générale, fixée à l'avance, conditionne la date des réunions préparatoires (Bureau, Conseil d'Administration, Comité d'audit, ...). Cette organisation est rendue nécessaire par le **processus d'approbation préalable** des informations qui sont communiquées à l'assemblée générale (processus lui-même encadré par les textes en vigueur, faut-il le rappeler !)
3. la convocation des adhérents d'une société de personnes en assemblée générale suppose une **communication en amont** auprès des adhérents et délégués (par voie de presse, par exemple) et, surtout, **la réservation d'une salle** permettant d'accueillir un nombre conséquent de personnes.

Pour les raisons évidentes évoquées ci-dessus, nous saisissons mal le caractère **d'urgence** qui a poussé 3 ministres du gouvernement à fixer la date-limite de tenue d'une assemblée générale à 5 mois de la date de parution du texte ! Il aurait été plus simple de décider que la mesure prenait effet « *pour l'examen des comptes de l'exercice 2013* » !

L'Assemblée Générale de notre mutuelle a été arrêtée au tout début de cette année : elle est fixée au **jeudi, 14/11/13**. Cette date a été communiquée aux administrateurs et aux adhérents ; une salle a été réservée auprès de l'hôtel ACE à Clermont-Ferrand. Nous avons peine à nous imaginer qu'une **ineptie administrative** nous contraigne à affronter les difficultés qu'entraînerait la modification de la date de tenue de notre assemblée générale !

**Plus généralement, nous comprenons mal l'acharnement des pouvoirs publics à faire ou laisser faire ce qui ressemble à s'y méprendre à une lente mise à mort des petites mutuelles de ce pays.**

De la publication de règles prudentielles obsolètes en 2004 à ce décret inutile sur la date-limite de tenue d'une AG, en passant par la lourde taxation (TSCA, IS, ...), l'extraordinaire complexité des états et rapports à fournir régulièrement à l'ACP, l'article 1 de l'ANI, ..., que de chemin parcouru par nos mutuelles pour **tenter de survivre**.

Nous sommes convaincus qu'il est grand temps que la représentation nationale **prête une plus grande attention aux petites sociétés de personnes**, que sont les mutuelles. Nous ne pouvons nous résoudre à admettre que seuls les plus gros sont écoutés et que les plus petits n'ont qu'à disparaître.

Dans l'attente de votre intervention, je vous prie d'agréer, Madame la Députée, Monsieur le Député, l'expression de mes sentiments mutualistes les plus dévoués.

Le Secrétaire-Général,



Dominique Verdera

dverdera.mipss@orange.fr

tél : 07 86 49 44 24

A propos de la MIPSS Auvergne

---

La Mutuelle Interentreprises du Personnel de la Sécurité Sociale de la région Auvergne est **née en 1952**, par la volonté des **Comités d'entreprises** de ces organismes de proposer aux salariés et retraités, ainsi qu'à leur famille une offre de protection complémentaire santé.

La MIPSS Auvergne et d'autres petites mutuelles ont réussi à surmonter les nombreux obstacles réglementaires, techniques et financiers dressés sur leur route militante, au cours de la décennie écoulée. Elles constituent autant de **Très Petites Entreprises** qui irriguent réellement le tissu de l'économie sociale et solidaire de ce pays et font vivre la démocratie sociale.

**La solidarité intergénérationnelle** a constitué une orientation constante de la MIPSS Auvergne qui a compté jusqu'à 4 000 personnes protégées jusqu'en 2009, date à laquelle l'UCANSS et quelques organisations syndicales minoritaires ont imposé un contrat collectif obligatoire de branche aux salariés de l'institution.

Forte de ses 1 000 personnes protégées, essentiellement retraitées ou invalides, la MIPSS Auvergne poursuit ses activités, dans le respect de ses engagements historiques de solidarité et de démocratie.

La **MIPSS Auvergne** est une preuve de la viabilité du modèle économique et social des petites mutuelles de proximité.